

Unité bidépartementale Eure Orne
1 avenue du Maréchal Foch
CS 50021
27000 Évreux

Évreux, le 10/02/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/02/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

APLIFIL

Zone Industrielle de l'Arquerie
Route de Bernay
27270 Broglie

Références : 27-2026/044
Code AIOT : 0005800614

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/02/2026 dans l'établissement APLIFIL implanté Zone Industrielle de l'Arquerie Route de Bernay 27270 Broglie. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Il s'agit d'une visite d'inspection réactive suite à un incident survenu le 04/02/2026.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- APLIFIL
- Zone Industrielle de l'Arquerie Route de Bernay 27270 Broglie
- Code AIOT : 0005800614
- Régime : Enregistrement

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement est spécialisé dans la fabrication de produits en inox à partir de fil (grilles, claies pour l'agroalimentaire, crocs de boucherie, etc.).

Au titre des installations classées, la société dispose d'un arrêté préfectoral d'autorisation du 31/08/1990. La rubrique principale de la nomenclature des installations classées en lien avec son activité est la rubrique 2565 (traitement de surfaces) pour laquelle elle relève du régime de l'enregistrement.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Rapport incident	Code de l'environnement du 11/08/2025, article R.512-69	Demande d'action corrective	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a mis en évidence que l'incident survenu le 04/02/2026 est lié à un défaut de maintenance de la centrale de production d'air. Un rapport d'incident devra être établi de manière à définir les actions correctives à mettre en œuvre pour éviter le renouvellement d'un incident similaire.

La DREAL a rappelé à l'exploitant qu'il doit informer l'inspection de tout incident survenant au sein de ses installations dans les meilleurs délais conformément aux dispositions de l'article R.512-69 du code de l'environnement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rapport incident

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 11/08/2025, article R.512-69
Thème(s) : Risques accidentels, /
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire

et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.

La déclaration mentionnée au premier alinéa et le rapport mentionné au deuxième alinéa sont adressés sous forme dématérialisée d'une téléprocédure. Les informations relatives aux installations mentionnés à l'article R. 517-1, ainsi que les informations susceptibles de porter atteinte aux intérêts mentionnés au I de l'article L. 124-4 et au II de l'article L. 124-5, demeurent transmises sous une forme non dématérialisée permettant d'en assurer la confidentialité.

Constats :

La préfecture a informé la Dreal le jeudi 05/02/2026 qu'un incident était survenu au sein de la société APLIFIL la veille, le mercredi 04/02/2026.

En fin de journée le 04/02, vers 19h30, suite à une odeur ressentie comme "nauséabonde" dans l'atelier de travail mécanique des métaux / soudage, l'exploitant a contacté le SDIS qui est intervenu sur site.

Après des investigations, il est apparu que l'origine des odeurs était liée au circuit d'air comprimé du site. De l'huile présente au sein de la centrale de production d'air comprimé s'est retrouvée dans le circuit d'air alimentant l'atelier. Des filtres qui doivent être changés régulièrement n'avaient pas été remplacés depuis la dernière vérification de la centrale le 29/09/2023. Les filtres étant complètement saturés en huile, ils n'ont plus joué leur rôle. Comme le circuit d'air était par ailleurs fuyard à plusieurs endroits, de l'air chargé en huile a donc été vaporisé dans l'atelier et a incommodé les 8 salariés présents au moment des faits.

Au cours de l'inspection, l'exploitant a présenté le rapport d'intervention de la société qui est intervenue le 05/02 après-midi pour remplacer les filtres et consommables qui devaient l'être et remettre en service l'installation.

Selon les déclarations de l'exploitant, le responsable maintenance qui s'occupait de l'installation de production d'air est parti en retraite au cours de l'année 2024. Ceci expliquerait pourquoi aucune opération de vérification périodique n'a été réalisée depuis 2023.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Suite à l'incident survenu le 04/02, la DREAL demande la transmission d'un rapport d'incident. Il devra préciser, notamment, les circonstances, la ou les cause(s) profonde(s) qui ont conduit à cet incident, les effets sur les personnes et l'environnement, et les mesures prises ou envisagées pour éviter un incident similaire.

La DREAL demande par ailleurs que l'exploitant engage des actions pour détecter et colmater les différentes fuites sur le circuit d'air.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours